



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

### tabagisme

Question écrite n° 91164

#### Texte de la question

M. Laurent Wauquiez alerte Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur la disposition du projet de loi n° 2302 relatif à la santé, visant à instaurer le paquet neutre à partir de mai 2016. S'il est favorable aux mesures de santé publique destinées à lutter contre le tabagisme, il s'inquiète des conséquences économiques de l'adoption du paquet neutre pour l'activité des buralistes. Il partage d'autant plus le désarroi de ces professionnels que la directive européenne 2014/40/UE sur les produits de tabac est moins contraignante que ce projet de loi, prévoyant seulement que 65 % des faces avant et arrière du paquet soient recouvertes par des photos et des avertissements sanitaires. En plus d'une moindre fréquentation de leurs boutiques, les buralistes feront donc face à une concurrence étrangère avantagée et renforcée. Or ce n'est pas en s'attaquant à des commerces particulièrement essentiels dans les zones rurales que l'on améliorera la santé publique. Au contraire, il est à craindre une augmentation accrue des trafics illégaux et des achats de cigarettes à l'étranger, surtout dans les zones transfrontalières. Une nouvelle fois, il regrette que le Gouvernement ait recours à la « sur-transposition », préférant l'excès normatif qui étouffe les commerces de proximité, à la lutte contre le marché parallèle ou à l'élaboration d'une politique d'accompagnement des buralistes. En conséquence, il lui demande de retirer cette disposition du projet de loi relatif à la santé et d'étudier la piste d'une législation européenne harmonisée dans ce domaine.

#### Texte de la réponse

Au-delà de la problématique du support marketing, l'épidémiologie inquiétante du tabagisme et ses conséquences sanitaires (en France, 78 966 décès par an sont liés au tabac), se traduisent par des impacts économiques évalués, en France en 2010, à 122 milliards de coûts sociaux par an. Alors que dans tous les autres pays européens la consommation du tabac baisse, elle augmente en France. Il y a donc urgence pour le Gouvernement de concrétiser les mesures du programme national de réduction du tabagisme. L'instauration du paquet de cigarettes neutre, inscrite dans la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, sera effective à partir du 20 mai 2016 avec un délai d'écoulement des stocks. Ces paquets de cigarettes auront tous la même forme, la même taille, la même couleur et la même typographie, et ne comporteront aucun logo. Toutefois, le nom de la marque continuera d'apparaître en petit caractère sur les paquets, de même que le nom du modèle éventuel. Le but est de provoquer un effet dissuasif sur les jeunes, en particulier les jeunes femmes. En augmentant la perception de dangerosité, le paquet de cigarettes neutre a pour vocation de donner moins l'envie de fumer. La France a désormais ratifié le protocole contre le commerce illicite du tabac, issu de la convention cadre de lutte antitabac (CCLAT) de l'Organisation mondiale de la santé. Ce protocole renforce l'échange d'informations et la coopération internationale entre les services de la répression des fraudes et les services judiciaires. Avec la mise en œuvre de la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac, et la définition d'un plan interministériel de lutte contre le commerce illicite du tabac, il sera maintenant possible de renforcer les contrôles de la chaîne logistique à travers l'instauration d'un système de suivi et de traçabilité indépendant de l'industrie,

c'est-à-dire des dispositifs permettant d'identifier et de connaître l'origine et la destination des produits du tabac, par l'application d'un marquage unique, sécurisé et indélébile sur chaque produit. Ce suivi et cette traçabilité ont également pour objectif de rendre plus efficace une politique fiscale du tabac au service de la santé publique. Le Gouvernement est ainsi en train de franchir une étape importante pour mieux agir sur l'économie du tabac et protéger les buralistes qui expriment des craintes sur l'avenir de leur profession. C'est le commerce illicite des produits du tabac et non le paquet neutre qui déstabilise le réseau des buralistes. En luttant contre le commerce illicite, les buralistes seront protégés et ils auront plus de temps pour anticiper la baisse prochaine de la consommation de tabac, pour se diversifier et évoluer.

## Données clés

**Auteur :** [M. Laurent Wauquiez](#)

**Circonscription :** Haute-Loire (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 91164

**Rubrique :** Santé

**Ministère interrogé :** Affaires sociales, santé et droits des femmes

**Ministère attributaire :** Affaires sociales et santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [17 novembre 2015](#), page 8272

**Réponse publiée au JO le :** [23 février 2016](#), page 1569